

**Objet : Approbation du Compte Financier Unique 2025 - Budget An**

L'an deux mille vingt-six, le trente avril, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à COMMERCY.

Etaient présents :

**Boncourt-sur-Meuse** : GIRON Sylvie *suppléante de LARDÉ Philippe* ; **Bovée-sur-Barboure** : CHION Sébastien *suppléant de PIERSON Jérôme* ; **Boviolles** : SAMSON Fabrice ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Champougny** : VINCENT Loïc ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : BALAINE Jean-Pierre, BOURGEOIS Samuel, CUPCIC Théo, ENCINAS Sébastien, FRANCHOT Christelle, GARELLI Déborah, GENART Angélique, MOALA Wendy, RAUCOURT Sarah, VIERRE Christelle, ZAZZA Ismaël ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Erneville-Aux-Bois** : MANUELLI Mickaël ; **Euville** : FERIOLI Alain, GAUDINEAU Brigitte, SOLTANI Denis ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : AGULLO Anthony ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérouville** : BOUILLAGUET Catherine, HUMBERT Jean-Claude, VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Maxey-sur-Vaise** : DELBAERES Charles-Louis ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Mélny-le-Petit** : BOUCHOT Brice ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montbras** : SILVAIN Jean-François ; **Nançois-Le-Grand** : ORBION Mathieu ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : THUAL Sabrina ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : BIGEREL Elise ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Sepvigny** : DOMICILLE Ludovic ; **Sorcy-Saint-Martin** : DIE Coralie, MARTIN Franck ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Troussey** : RIMET Alain ; **Ugny-sur-Meuse** : BUDA Éric ; **Vadonville** : EVOTTE Jean ; **Vaucouleurs** : COCHENER Alexis, DINE Régis, FAVE Nathalie , GEOFFROY Alain, HOCQUART Clothilde ; **Vignot** : LECLERC Madeleine, SCHEUER Lucien ; **Void-Vacon** : CONRARD Jérôme, RIVAL Elise, THONIN Aline ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Absents :

**Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Bovée-sur-Barboure** : PIERSON Jérôme ; **Broussey en Blois** : PIERSON Thomas ; **Commercy** : LUDMANN Anne, ROCHAT Philippe ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Euville** : FLEURY Isabelle ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Naives-En-Blois** : FOURNIER Sandrine ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : MESOT Martine ; **Pagny-sur-Meuse** : TE DUNNE Christophe ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Vignot** : MILLOT Nicolas ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void Vacon** : HONORE Samuel

Pouvoirs ont été donnés à :

SOLTANI Denis de FLEURY Isabelle, FERIOLI Alain de MOUSTY Michel, MASSON Sophie de FOURNIER Sandrine, LECLERC Madelaine de MILLOT Nicolas, CAUMIREY Dominique de MESOT Martine, CONRARD Jérôme de HONORE Samuel ; THUAL Sabrina de TE DUNNE Christophe, COCHENER Alexis de POIRSON Eliane, HOCQUART Clotilde de LOUIS Séverine ; FAVE Nathalie de NAJOTTE Sylvie.

Secrétaire de séance : GIRON Sylvie

Nombre de membres en exercice : 82

Nombre de membres présents : 66

Nombre de pouvoirs : 10

Nombre de suffrages exprimés : 76

VOTES : Pour : 76- Contre : 0 - Abstention : 0

**3/04/2026      Délibération n° 49-2026**

Le compte financier unique constitue le document budgétaire qui se substitue à la fois au compte administratif et au compte de gestion.

L'ordonnance du 12 juin 2025, prise en application de la loi de finances pour 2024, généralise la mise en œuvre du compte financier unique (CFU) à compter des comptes 2026. Elle vise à simplifier et rationaliser l'action des collectivités territoriales.

La décision a été prise par les élus de la CC CVV d'appliquer le dispositif dès la clôture des comptes 2024.

Les objectifs du CFU sont les suivants :

- Favoriser la transparence et améliorer la lisibilité de l'information financière des collectivités par rapport aux actuels comptes administratifs et comptes de gestion ;
- Améliorer la qualité des comptes ;
- Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.

Le vote de l'organe délibérant sur le compte financier unique doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice auquel il se rapporte.

Il est demandé au Conseil Communautaire d'arrêter et d'approuver le compte financier unique 2025 du Budget Annexe DECHETS

Vu les articles L1612-12 et L2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales applicables aux EPCI ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, permettant l'expérimentation du Compte Financier Unique (CFU) par les entités volontaires, modifié par l'article 137 de la loi de finances pour 2021, l'article 145 de la loi de finances pour 2023 et l'article 205 de la loi de finances pour 2024 ouvrant de nouvelles périodes de candidatures à l'expérimentation ;

Vu l'ordonnance n°2025-526 du 12 juin 2025 relative à la généralisation du compte financier unique ;

Vu le décret n° 2025-1428 du 30 décembre 2025 relatif à la généralisation du compte financier unique et à l'harmonisation du cadre budgétaire et comptable des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements ;

Vu la décision du 08 juillet 2024 relative à l'adhésion au dispositif du compte financier unique (CFU) dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour les comptes 2024 ;

Vu le compte financier unique 2025 du Budget Annexe DECHETS présenté ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité, arrête et approuve le compte financier unique 2025 du Budget Annexe DECHETS présenté :

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					Envoyé en préfecture le 12/05/2026
					Reçu en préfecture le 13/05/2026
			Investissement		Publié le
					ID : 055-200066157-20260430-49_2026-BF
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	281 515,04	2 005 018,0	
	Recettes réalisées (1)	B	240 200,30	2 033 205,50	3 182 504,80
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	308 028,08	3 185 022,00	3 473 051,04
	Dépenses réalisées (1)	E	107 747,01	3 023 034,07	3 100 782,58
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	81 551,30	-80 820,17	-8 277,78
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	020 512,14	170 004,30	700 510,44
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	708 063,53	80 175,13	788 238,00
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	708 063,53	80 175,13	788 238,00

*Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.*  
*Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.*

Le Président



Francis LECLERC

Date de convocation : 24/04/2026

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.